



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE PELLET AREDIEN

2 RUE DES ABEILLES

--

87 500 St Yrieix La Perche

Références : UiD872025-218
Code AIOT : 0100285464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement LE PELLET AREDIEN implanté 2ter Rue des Abeilles 87500 Saint-Yrieix-la-Perche. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première visite d'inspection ICPE suite à la mise en service du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE PELLET AREDIEN
- 2ter Rue des Abeilles 87500 Saint-Yrieix-la-Perche
- Code AIOT : 0100285464
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation produit des pellets de châtaignier en sacs pour les particuliers

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Stratégie de défense incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Implantation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2025, article 1.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dossier installations classées	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système de détection	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Sans objet
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2025, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, AMPG – Renforcement de prescriptions
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 sont complétées comme suit :</p> <p>« Conformément aux éléments figurant dans le dossier de demande d'enregistrement, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs latéraux (Ouest et Est) de l'installation sont coupe-feu 2 heures. Les justificatifs relatifs à ces propriétés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. - le bâtiment hébergeant les installations de fabrication de pellets sont équipés d'une détection automatique incendie avec caméras thermiques couvrant l'intégralité du bâtiment. - les installations de granulation sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique. ».
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs latéraux (Ouest et Est) de l'installation sont coupe-feu 2 heures. <p>=> La facture de pose des murs fournie par l'exploitant ne mentionne pas cette information. L'exploitant indique qu'il reviendra vers l'entreprise qui a posé les deux murs en parpaings latéraux pour confirmation à l'Inspection des installations classées de la propriété coupe-feu 2 heures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bâtiment hébergeant les installations de fabrication de pellets sont équipés d'une détection automatique incendie avec caméras thermiques couvrant l'intégralité du bâtiment. <p>=> Il est constaté la présence de caméras de détection automatique couvrant l'intérieur du bâtiment.</p>

<p>Par ailleurs, aux niveau des activités générant des points chauds, les employés disposent d'au moins un thermomètre infrarouge.</p> <p>- les installations de granulation sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique.</p> <p>=> La documentation technique du dispositif GRECON mis en place sur site est à transmettre à l'Inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Description du sytsème de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les armoires électriques ne semblent pas équipées de détection de fumées en tant que tel.</p> <p>Le système GRECON de détection incendie mis en place sur le site doit permettre la détection de tout point chaud anormal et départ incendie.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant nous indique avoir fait installer en supplément par son électricien des stickers extincteurs de marque BIZLINE dans chacune des armoires électriques du site.</p> <p>D'après la notice fournie, ces "stickers extincteurs" contiendraient un composé de potassium qui serait libéré automatiquement par perforation quand la température atteint 180 °C dans l'armoire.</p> <p>L'aérosol étoufferait alors instantanément toute flamme et toute combustion.</p> <p>Malgré tout, l'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra organiser à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications seront enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 23
Thème(s) : Autre, Description du système de contrôle d'accès
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Monsieur ROUSSEAU est la personne référente ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Le site est clôturé et il n'est pas constaté d'intrusion de personnes étrangères à l'établissement. Par ailleurs, une alarme anti intrusion au niveau du bâtiment avec détecteurs de présence, d'ouvertures des portes, et un système de vidéosurveillance avec 2 caméras dôme 360° couvrent les zones extérieures du site. Ces dispositifs de surveillance permettent une alerte et une visualisation à distance par l'exploitant, et un enregistrement automatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier ICPE
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le plan de localisation des risques, (cf. art. 8) ;- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9) ;- le plan général des stockages (cf. art. 9) ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9) ;- le registre indiquant les dates de nettoyage (cf. art. 10) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ;- les consignes d'exploitation (cf. art. 25) ;- le(s) registre(s) de vérification(s) périodique(s) et de maintenance des équipements (cf. art. 14, 17 et 20) ;- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau industrielle (cf. article 28) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 29) ;- le registre des déchets (cf. art. 51) ;- le programme de surveillance des émissions (cf. art. 52). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Vu la mise en fonctionnement récente des installations, le dossier ICPE n'est pas encore mis en place.

Une partie des pièces est présente : arrêté d'enregistrement, dossier d'enregistrement, arrêtés ministériels.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des murs est à transmettre à l'Inspection des installations classées (la facture de pose fournie par l'exploitant ne comporte pas ces caractéristiques).

- le plan de localisation des risques est à établir.

- Le registre indiquant les dates et donc les fréquences de nettoyage est à mettre en place. Des actions matérielles de nettoyage au niveau de la production ont bien été constatées lors de la visite. Toutefois, elles gagneraient à être formalisées.

- Le plan des réseaux de collecte des effluents est à fournir.

- Le registre des déchets est à créer notamment concernant l'évacuation des cendres.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois